

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/44
11 septembre 2003

(03-4798)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: espagnol

PANAMA

Déclaration de S.E. M. Joaquín E. Jácome Diez
Ministre du commerce et de l'industrie

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du gouvernement et du peuple panaméens afin de remercier le pays frère qu'est le Mexique de nous offrir l'hospitalité de son peuple dans une conférence au cours de laquelle, j'en suis convaincu, les Membres sauront faire preuve du dynamisme nécessaire pour poursuivre la mise en œuvre des grandes lignes énoncées dans le Programme de Doha pour le développement.

Je souhaiterais exprimer à nouveau la solidarité du peuple panaméen avec les États-Unis et les autres pays qui ont souffert des attentats commis un jour semblable à aujourd'hui. La force dont cette nation a fait preuve pour faire face à ces tragiques événements est un exemple de ténacité pour le reste du monde.

Il y a deux ans, lors de la réunion ministérielle de Doha, le Panama a fait part de ses préoccupations concernant les difficultés auxquelles il était confronté au niveau mondial et qui avaient mis à l'épreuve sa capacité à aller de l'avant face à un tel défi. Cependant, nous considérons aujourd'hui avec optimisme une réalité qui permet à tous les pays de réduire leur niveau de pauvreté et d'obtenir ainsi de meilleures conditions de vie pour leurs citoyens.

Il est nécessaire pour notre pays d'accroître le volume de ses exportations et, pour ce faire, nous sommes en train de développer la capacité de production des entreprises panaméennes en nous appuyant sur un système équilibré et transparent qui nous permet de réaliser des économies d'échelle et de soutenir la concurrence dans le cadre d'un régime de commerce équitable.

Le gouvernement de la République du Panama est fermement convaincu qu'il se dégagera de la présente Conférence ministérielle un consensus qui traduira un équilibre des intérêts de tous les pays Membres concernant des questions telles que l'agriculture, les produits non agricoles, les services, les questions de Singapour et les questions de développement.

Il est indispensable de mettre en évidence les résultats auxquels les pays en développement sont parvenus en obtenant une décision visant la santé publique et la propriété intellectuelle. Un tel accord permettra à ces pays, dans certaines situations d'épidémie et d'urgence, d'obtenir des médicaments à un moindre coût grâce à l'importation de produits génériques provenant de fabricants qui n'exigeront pas de licences pour la commercialisation de leurs produits.

Pour ce qui est de la question de l'agriculture, le secteur primaire constitue pour le Panama un pilier essentiel de sa structure économique car c'est le moyen de subsistance de milliers de familles panaméennes qui vivent à la campagne avec l'espoir d'un avenir meilleur. Pour cette raison, notre gouvernement considère qu'une réponse aux préoccupations concernant le développement rural et la

sécurité alimentaire est la solution qui permettra de remédier au déséquilibre actuel entre les pays en développement et les pays développés.

Nous nous associons aux efforts déployés par les pays pour obtenir une diminution équilibrée et progressive des subventions en vue de leur élimination, ainsi qu'une réduction du soutien interne de la part des pays développés.

Entendant contribuer à résoudre les problèmes agricoles auxquels sont confrontés les pays en développement, le Panama a préconisé l'inclusion de la question des produits spéciaux, comme en témoigne la proposition qu'il a soumise à la présente Conférence ministérielle.

De même, il est indispensable d'établir un nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale qui permettra de garantir que les marchés intérieurs ne seront pas affectés par des importations effectuées dans des conditions de distorsion, sous la réserve que ce système ne soit établi que pour les pays en développement.

En ce qui concerne les produits non agricoles, le Panama souhaite une plus grande ouverture commerciale. Nous sommes l'un des pays dont les niveaux de droits moyens figurent parmi les plus bas de la région. Ainsi, nous sommes favorables à l'examen des diverses solutions qui permettront de progresser vers l'élimination des obstacles non tarifaires et un accès effectif aux marchés. Nous exhortons les Membres qui n'ont pas atteint un taux de consolidation élevé à poursuivre leurs efforts pour obtenir des résultats concrets dans ce cycle de négociations.

Pour ce qui est des services, le Panama a été l'un des premiers pays à respecter dûment les délais établis, tant pour la présentation de demandes que pour l'offre initiale. Nous avons inlassablement œuvré, dans le cadre des négociations, à promouvoir l'ouverture de ce secteur qui est d'une importance primordiale pour notre pays. Nous encourageons les autres Membres à prendre une part plus active dans ce processus afin d'assurer l'expansion du commerce des services dans des conditions de transparence et de libéralisation progressive.

Après les travaux qui ont porté sur les questions de Singapour, le Panama est favorable à l'engagement de négociations visant la facilitation des échanges et la transparence des marchés publics, vu leur lien avec le commerce international et son processus. Notre pays est pleinement favorable à l'examen des autres questions de Singapour et nous sommes donc prêts à poursuivre nos efforts pour trouver le moyen de progresser dans le domaine de la politique de la concurrence et de l'investissement.

Pour la présente Conférence, nous espérons qu'il sera essentiellement tenu compte, dans tous les débats qui se dérouleront au cours de ces cinq jours, du principe du traitement spécial et différencié, de manière qu'il ressorte pleinement dans la Déclaration ministérielle.

Nous profitons de cette occasion pour remercier les personnes qui ont permis à la présente Conférence de devenir une réalité et nous rendons tout particulièrement hommage au travail réalisé par le Président de la Conférence, S.E. M. Luis Ernesto Derbez.

À nouveau, nous lançons un appel à tous les pays Membres pour qu'ils continuent à œuvrer en commun afin de parvenir à une déclaration équilibrée qui tienne compte des intérêts de tous, pour que nous, Ministres du commerce présents à cette Conférence, puissions rentrer dans nos pays avec un message riche de promesses pour nos peuples.
